

peuples. C'est une connaissance exacte des intérêts, de la force des ressources de l'état dont on tient les rênes ; et une connaissance non moins approfondie des moyens d'attaque et de défense propres aux empires avec lesquels il a ou peut avoir des rapports plus ou moins importans, plus ou moins suivis. Cette instruction, plus difficile à acquérir que les esprits superficiels ne le pensent ordinairement, doit être accompagnée d'une sagacité qui, perçant au loin dans l'avenir, calcule d'avance les événemens qui peuvent changer la situation actuelle des choses, et donner lieu un peu plus tôt, un peu plus tard à de nouvelles combinaisons. Il faut surtout un génie hardi, liant, infatigable, qui sache écarter ou former à propos des nuages, réunir à un système commun les puissances qui, soit inertie, soit ignorance, soit ressentiment, y seraient le moins favorablement disposées ; assurer la prospérité de sa nation sans troubler inutilement le bonheur de ses voisins ou de ses rivaux. Qu'on y réfléchisse bien, et l'on sentira qu'il n'est point de science plus nécessaire, plus noble et plus étendue. Aussi n'a-t-il été donné qu'à un très-petit nombre d'hommes de la posséder. Ceux qui en ont parcouru la carrière ont été presque tous intrigans ou dupes. Les négociateurs qui y portaient des lumières et des vertus ont même échoué la plupart, parce qu'ils avaient ou des passions ou des préjugés.

III.  
Politique.

Les peuples sauvages, chasseurs ou pêcheurs,

ont plutôt une politique qu'une législation. Gouvernés chez eux par les mœurs et par l'exemple, ils ont quelquefois des conventions avec des voisins dont ils pourraient troubler la tranquillité ou qui pourraient troubler la leur.

Telles furent à peu près les sociétés dans les temps anciens. Séparés par des déserts, sans communication de commerce ou de voyages, ces peuples n'avaient que des intérêts du moment à démêler. Finir des hostilités, régler des limites, voilà toutes leurs négociations. Comme il s'agissait de persuader une nation et non de corrompre une cour gouvernée par des favoris ou par des maîtresses, ils employaient des hommes éloquens ; et le nom d'*orateur* était synonyme de celui d'*ambassadeur*.

Autant qu'on peut le démêler dans le chaos des traditions antiques, les Perses et les Mèdes furent les premiers qui donnèrent occasion à une politique un peu compliquée. Les entreprises des deux monarchies forcèrent leurs voisins à se réunir pour leur résister.

Dans la Grèce, les négociations devinrent plus vives et plus compliquées. Les intérêts des nombreuses républiques formées sur son territoire étaient trop mêlés pour ne se pas heurter souvent ; et le caractère turbulent de la nation ajoutait encore aux discordes qui naissaient de l'état des choses. Aussi vit-on rarement, très-rarement cette contrée jouir d'une ombre même de tran-

quillité. C'était un flux, c'était un reflux continu de querelles et de rapprochemens. La supériorité qu'obtinent successivement Athènes, Sparte, Thèbes, multiplia de plus en plus et les ombrages et les ligués. On voulait débaucher à ces frères cités leurs anciens amis, on voulait leur susciter des ennemis nouveaux; et tous les moyens de séduction étaient employés pour y réussir. La jalousie et la haine s'exaltèrent au point de contracter des alliances offensives ou défensives avec des monarques oppresseurs de toute liberté.

Les lieutenans d'Alexandre firent prendre un plus noble essor à la politique. Une inquiétude vague ne dicta jamais leurs traités. Le but de toutes les liaisons qu'ils formaient était d'empêcher que les dépouilles du conquérant qu'on s'était partagées ne se réunissent encore dans une seule main. Les événemens parurent vouloir une ou deux fois tromper leur prudence; mais enfin des soins redoublés maintinrent un équilibre que la fortune semblait vouloir déranger.

Cet esprit de prévoyance se perdit. Les Romains marchèrent ouvertement à l'empire du monde, sans qu'on songeât à se réunir pour s'opposer à leur ambition. Chaque nation voyait ce qui se passait sur ses frontières avec autant d'indifférence que si un autre hémisphère avait été le théâtre des révolutions. Il se trouva même des rois et des états libres assez aveuglés par leurs préjugés ou par l'espoir d'un agrandissement passager pour

seconder un pouvoir qui opprimait tout. Les aveugles ne voyaient pas qu'en avançant la perte de leurs rivaux, de leurs ennemis, ils se forgeaient des fers à eux-mêmes, à leurs femmes et à leurs enfans; ils en forgeaient aux générations futures.

Dans le moyen âge, où tout, jusqu'à la justice, se décidait par la force; où le gouvernement gothique divisait par les intérêts tous les petits états qu'il multipliait par sa constitution, les négociations n'avaient guère d'influence sur des peuples isolés et farouches qui ne connaissaient d'autre droit que la guerre, ni des traités que pour des trêves ou des rançons.

Durant ce long période d'ignorance et de férocité, la politique fut toute concentrée à la cour de Rome. Elle y était née des artifices qui avaient fondé le gouvernement des papes. Comme les pontifes influèrent par les lois de la religion et par les règles de la hiérarchie sur un clergé très-nombreux que le prosélytisme étendait sans cesse au loin dans tous les états chrétiens, la correspondance qu'ils entretenaient avec les évêques établit de bonne heure à Rome un centre de communication de toutes ces églises ou de ces nations. Tous les droits étaient subordonnés à une religion qui dominait exclusivement sur les esprits; elle entraînait dans presque toutes les entreprises ou comme motif, ou comme moyen; et les papes ne manquaient jamais, par les émissaires italiens qu'ils avaient placés dans les prélatures de la chré-

tienté, d'être instruits de tous les mouvemens et de profiter de tous les événemens. Ils y avaient le plus grand intérêt; celui de parvenir à la monarchie universelle. La barbarie des siècles où ce projet fut conçu n'en obscurcit point l'éclat et la sublimité. Quelle audace d'esprit pour soumettre sans troupes des nations toujours armées! Quel art de rendre respectable et sacrée la faiblesse même du clergé! Quelle adresse à remuer, à secouer les trônes les uns après les autres pour les tenir tous dans la dépendance! Un dessein si profond et si vaste, ne pouvant s'exécuter qu'autant qu'il n'est pas manifesté, ne saurait convenir à une monarchie héréditaire, où les passions des rois et les intrigues des ministres mettent tant d'instabilité dans les affaires. Ce projet, et le plan général de conduite qu'il exige, ne pouvaient naître que dans un gouvernement électif, où le chef est pris dans un corps toujours animé du même esprit, imbu des mêmes maximes; où une cour aristocratique gouverne le prince plutôt qu'elle ne se laisse gouverner par lui.

Pendant que la politique italienne épiait dans toute l'Europe et saisissait les occasions d'agrandir et d'affermir le pouvoir ecclésiastique, chaque souverain voyait avec indifférence les révolutions qui se passaient au - dehors. La plupart étaient trop occupés à cimenter leur autorité dans leurs propres états, à disputer les branches du pouvoir aux différens corps qui en étaient en possession,

ou qui luttèrent contre la pente naturelle de la monarchie au despotisme: ils n'étaient pas assez maîtres de leur propre héritage pour s'occuper des affaires de leurs voisins.

Le quinzième siècle fit éclore un autre ordre de choses. Quand les princes eurent rassemblé leurs forces, ils voulurent les mesurer. Jusqu'alors les nations ne s'étaient fait la guerre que sur leurs frontières. Le temps de la campagne se passait à assembler les troupes que chaque baron levait toujours lentement. C'étaient des escarmouches entre des partis, et non des batailles entre des armées. Quand un prince, par des alliances ou des héritages, eut acquis des domaines en différens états, les intérêts se confondirent, et les peuples se brouillèrent. Il fallut des troupes réglées à la solde du monarque pour aller défendre au loin des possessions qui n'appartenaient pas à l'état. La couronne d'Angleterre cessa d'avoir des provinces au cœur de la France; mais celle d'Espagne acquit des droits en Allemagne, et celle de France forma des prétentions en Italie. Dès lors toute l'Europe fut dans une alternative perpétuelle de guerre et de négociation.

L'ambition, les talens, les rivalités de Charles-Quint et de François 1<sup>er</sup>, donnèrent naissance au système actuel de la politique moderne. Avant ces deux rois, les deux nations espagnole et française s'étaient disputé le royaume de Naples au nom des maisons d'Aragon et d'Anjou. Leurs querelles

avaient excité une fermentation dans toute l'Italie, et la république de Venise était l'âme de cette réaction intestinale contre deux puissances étrangères. Les Allemands prirent part à ces mouvements, ou comme auxiliaires, ou comme intéressés. L'empereur et le pape s'y engagèrent avec presque toute la chrétienté. Mais François 1<sup>er</sup> et Charles-Quint attachèrent à leur sort les regards, les inquiétudes et la destinée de l'Europe. Toutes les puissances semblèrent se partager entre deux maisons rivales pour affaiblir tour à tour la dominante. La fortune seconda l'habileté, la force et la ruse de Charles-Quint. Plus ambitieux et moins voluptueux que François 1<sup>er</sup>, son caractère emporta l'équilibre, et l'Europe pencha de son côté, mais ne plia pas sans retour.

Philippe II, qui avait bien toutes les intrigues, mais non les vertus militaires de son père, hérita des projets et des vues de son ambition, et trouva des temps favorables à son agrandissement. Il épuisa son royaume d'hommes et de vaisseaux, même d'argent, lui qui avait les mines du Nouveau-Monde, et laissa une monarchie plus vaste, mais l'Espagne plus faible qu'elle n'avait été sous son père.

Son fils crut renouer les chaînes de l'Europe en s'alliant à la branche de sa maison qui régnait en Allemagne. Philippe II s'en était détaché par négligence; Philippe III reprit ce fil de politique. Mais il suivit du reste les principes erronés, étroits,

superstitieux et pédantesques de son prédécesseur. Au-dedans, beaucoup de formalités, mais point de règle, point d'économie. L'Église ne cessa de dévorer l'état. L'inquisition, ce monstre informe qui cache sa tête dans les cieus et ses pieds dans les enfers, tarit la population dans sa racine, tandis que les guerres et les colonies en moissonnaient la fleur. Au-dehors, toujours la même ambition, avec des moyens plus maladroits. Téméraire et précipité dans ses entreprises, lent et opiniâtre dans l'exécution, Philippe III réunit tous les défauts qui se nuisent et font tout avorter, tout échouer. Il épuisa le peu de vie et de vigueur qui restait au tronc de la monarchie. Richelieu profita de cette faiblesse de l'Espagne, de la faiblesse du roi qu'il maîtrisait, pour remplir son siècle de ses intrigues et la postérité de son nom. L'Allemagne et l'Espagne étaient comme liées par la maison d'Autriche: à cette ligue il opposa par contre-poids celle de la France avec la Suède. Ce système aurait été l'ouvrage de son temps, s'il n'avait pas été celui de son génie. Gustave Adolphe enchaîna tout le nord à la suite de ses victoires. L'Europe entière concourut à l'abaissement de l'orgueil autrichien, et la paix des Pyrénées fit passer les honneurs de la prépondérance de l'Espagne à la France.

On avait accusé Charles-Quint d'aspirer à la monarchie universelle; on accusa Louis XIV de la même ambition: mais ni l'un ni l'autre ne conçut

un projet si haut, si téméraire. Ils avaient tous les deux passionnément à cœur d'étendre leur empire en élevant leurs familles. Cette ambition est également naturelle aux princes ordinaires, nés sans aucun talent, et aux monarques d'un esprit supérieur, qui n'ont point de vertu ou de morale. Mais ni Charles-Quint ni Louis XIV n'avaient cette détermination, cette impulsion de l'âme à tout braver, qui fait les héros conquérans; ils n'avaient rien d'Alexandre. Cependant on prit, l'on sema des alarmes utiles. On ne saurait les concevoir, les répandre trop tôt, quand il s'élève des puissances formidables à leurs voisins. C'est entre les nations surtout, c'est à l'égard des rois que la crainte opère la sûreté.

Quand Louis XIV voulut regarder autour de lui, peut-être dut-il être étonné de se voir plus puissant qu'il ne le croyait. Sa grandeur venait en partie du peu de concert qui régnait entre les forces et les mesures de ses ennemis. L'Europe avait bien senti le besoin d'un lien commun, mais n'en avait pas trouvé le moyen. En traitant avec ce monarque, fier des succès et vains des éloges, on croyait gagner beaucoup que de ne pas tout perdre. Enfin les insultes de la France multipliées avec ses victoires; la pente de ses intrigues à diviser tout pour dominer seule; le mépris pour la foi des traités; son ton de hauteur et d'autorité, achevèrent de changer l'envie en haine, de répandre l'inquiétude. Les princes mêmes qui avaient vu

sans ombrage ou favorisé l'accroissement de sa puissance sentirent la nécessité de réparer cette erreur de politique, et comprirent qu'il fallait combiner et réunir entre eux une masse de forces supérieures à la sienne pour l'empêcher de tyranniser les nations.

Des ligues se formèrent, mais long-temps sans effet. Un seul homme sut les conduire et les animer. Echauffé de cet esprit public qui ne peut entrer que dans les âmes grandes et vertueuses, ce fut un prince, mais né dans une république, qui se pénétra pour l'Europe entière de l'amour de la liberté, si naturel aux esprits justes. Cet homme tourna son ambition vers l'objet le plus élevé, le plus digne du temps où il vivait. Jamais son intérêt ne put le détourner de l'intérêt public. Avec un courage qui était tout à lui, il sut braver les défaites qu'il prévoyait; attendant moins de succès de ses talens militaires qu'une heureuse issue de sa patience et de son activité politique. Telle était la situation des choses lorsque la succession au trône d'Espagne mit l'Europe en feu.

Depuis l'empire des Perses et celui des Romains, jamais une si riche proie n'avait tenté l'ambition. Le prince qui aurait pu la joindre à sa couronne serait monté naturellement à cette monarchie universelle dont le fantôme épouvantait tous les esprits. Il fallait donc empêcher que ce trône n'échût à une puissance déjà formidable, et tenir la balance égale entre les maisons d'Autriche et de